Info secte cult

CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE CONSULTATION SUR LA PENSÉE SECTAIRE
RESOURCE CENTRE ON CULTIC THINKING

LES THERAPIES ALTERNATIVES

RESUME DU
MEMOIRE PRESENTE
PAR INFO-SECTE
A LA COMMISSION PARLEMENTAIRE
SUR LES THERAPIES ALTERNATIVES

Février 1993

5655, avenue du Parc, bureau 305, Montréal (Québec) H2V 4H2 (514) 274-2333

Par ce mémoire, Info-Secte aimerait attirer l'attention des Commissaires sur les dangers que font courir à la population une minorité de charlatans et de thérapeutes alternatifs ne possédant aucun sens éthique. Un certain nombre d'entre-eux utilisent la méthode holistique. Cette vision humaniste et idéale de la santé considère le patient en son entier et tient compte de sa vie présente et passée afin de traiter sa maladie ou son malaise.

Les thérapeutes qui utilisent cette approche croient que les émotions jouent un rôle important dans l'apparition des maladies ou des malaises. Pour que leur thérapie soit efficace, les thérapeutes holistiques pensent que le patient doit être conscient du traumatisme qui a donné naissance à sa maladie ou à son malaise.

Le danger de l'approche holistique récupéré par des charlatants ou des thérapeutes peu vertueux est évident. Elle ouvre la porte à la manipulation psychologique du client par le thérapeute. Cette possibilité est augmentée lorsqu'il s'agit d'une psychotérapie. Si le thérapeute y ajoute un aspect spirituel, l'ouverture à la manipulation est béante. L'intervenant s'il ne respecte pas une forme élémentaire d'éthique peut devenir un véritable gourou-thérapeute.

Certains gourous-thérapeutes se constituent de véritables mouvements, qui parfois sont religieux. D'autres se contentent de fixer rendez-vous sur rendez-vous jusqu'au moment où le client se rend compte de la manipulation dont il fait l'objet. Enfin certains de ces thérapeutes vont servir de recruteurs pour des organisations spirituelles très structurées.

Info-Secte reçoit depuis de nombreuses années des appels de familles s'inquiétant des changements troublants survenus dans la personnalité d'un proche qui suit sans esprit critique les directives d'un gourou-thérapeute. Plusieurs de ses appels concernent des organisations à forte consonnance religieuse comme l'Eglise de Scientologie, l'International Human and Universe Energie Research Institute et la Christian Science Church..

La présence de ces thérapies religieuses soulève une question très intéressante: Pourrait-on poursuivre un membre d'une de ces nouvelles religions en vertue de la loi sur la pratique illégale de la médecine sans que cette poursuite ne soit considérée comme une violation de sa liberté de pratiquer la religion de son choix.

Par ailleurs, Info-Secte a reçu des témoignages fort éloquants concernant une thérapeute qui recrutait des adeptes pour une nouvelle religion et sur un centre de santé qui offre à certains de ses clients de devenir psychothérapeute.

Les thérapies offertes par ces organismes ou ces thérapeutes ont provoqué maints problèmes psychologiques qui ont parfois nécessité un suivi psychologique de plusieurs années. Déstabilisé par son expérience, l'ancien client ou adepte hésite à demander réparation pour les dommages causés. D'autant plus que les services d'accompagnement et d'aide sont pratiquement inexistant.

Les expériences négatives vécues par une minorité d'utilisateurs des thérapies alternatives sont souvent du au peu d'informations critiques disponibles. Le consommateur est laissé

à lui-même. On veut lui donner accès à ce qui ressemble à une jungle des thérapies alternatives mais on n'a pas cru bon de le doter d'une boussole et de lui en montrer le fonctionnement.

Cette approche est suicidaire, surtout à une époque où la pensée magique fait des ravages. Devant des situations pénibles, voire désespérées, de plus en plus de citoyens recherchent la panacée qui règlerait définitivement tous les problèmes et les soulagerait de la difficile responsabilité d'exercé quotidiennement leur esprit critique.

La diffusion d'informations adéquates sur les thérapies alternatives et l'éducation à la pensée critique, loin de règler l'ensemble des problèmes, a toutefois l'avantage de rendre les citoyens autonomes et sûr de leur jugement. C'est justement ce à quoi rêve les adeptes de l'Ere du Verseau.

La reconnaissance par le gouvernement des thérapies alternatives doit nécéssairement s'accompagner de la mise sur pied de mécanismes de protections pour les utilisateurs de ce genre de services. Pour ce faire il doit tracer des balises étanches entre lesquelles pourraient évoluer les thérapies alternatives qui auront démontrer par la création d'un code de déontologie exemplaire, leur volonté de protéger les utilisateurs de leurs thérapies.

Ce qu'il faut comprendre c'est qu'il y a un maintenant un effet de marché en matière de thérapies alternatives et de nouvelles religions mais que ce marché possède des dysfonctions que l'Etat doit corriger notamment par l'introduction de mesures visant à assurer le respect des droits du consommateur, comme le le droit à la sécurité, le droit à l'information et le droit de

réparation, reconnus par l'Organisation internationale des unions de consommateurs.

Car comme l'a écrit l'ancien Premier Ministre Français, M. Michel Rocard, "(...) l'abstention dont l'Etat se fait une règle vis-àvis le monde spirituel ne doit évidemment pas avoir pour effet pervers de laisser le champs libre aux "gourous" et aux groupes de particuliers désireux de mettre en oeuvre une volonté de subordination par la manipulation mentale...." (Les sectes en France, Centre contre les manipulations mentales, France, Juillet 1991)

L'intervention de l'Etat dans le marché des alternatives spirituelles et thérapeutiques viendrait corriger des dysfonctions dû à une minorité d'organismes et de thérapeutes qui, contrairement à l'ensemble de leurs pairs, ne respectent pas les bases élémentaires de l'éthique. Ainsi la présence du Gouvernement dans ce marché ne saurait être interprétée comme une menace aux droits et libertés des nouvelles religions et des thérapies alternatives mais bien comme une intervention légitime en vue de protéger la population contre les abus.

RECOMMANDATIONS

Dans le but de protéger le public contre les abus causés par une minorité de thérapeutes alternatifs et par des charlatants Info-Secte recommande au Gouvernement:

1. De mettre sur pied un organisme de surveillance des thérapies alternatives.
   Cet organisme de surveillance qui serait indépendant ou incorporé à l'intérieur d'une structure déjà existante, aurait comme tâche;
   A) De fournir de l'information objective sur l'ensemble des thérapies alternatives

   B) De définir la formation des thérapeutes alternatifs

   C) De recevoir et de traiter les plaintes des usagers des thérapies alternatives

   D) De créer un code de déontologie que seraient tenus de respecter l'ensemble des thérapeutes alternatifs. Ce code de déontologie pourrait s'inspirer de ceux en vigueur chez les Corporations et les regroupements de thérapies alternatives. Le code de déontologie stipulerait entre autre choses qu'il est interdit de se servir de toutes thérapeutique pour faire du recrutement ou pour imposer ses croyances aux clients.

RECOMMANDATIONS (suite)

2. Que l'Office de la protection du consommateur accorde aux consommateurs de thérapies alternatives et des nouvelles religions les mêmes droits que ceux généralement reconnus aux consommateurs de bien et services à savoir le droit à la sécurité, le droit à l'information et le droit à la réparation tels que définit par l'Organisation internationale des unions de consommateurs.

3. Que les thérapeutes alternatifs utilisant l'approche holistique devraient obligatoirement suivre un cours de psychologie ou de relation d'aide.

4. De favoriser et de promouvoir l'éducation à la pensée critique dans les écoles et de subventionner adéquatement les organismes qui le font.